

serait un organisme bien plus vigoureux s'il détenait seulement 150 sièges à l'autre endroit, au lieu de 185. Les résultats de toutes les élections partielles au cours des deux dernières années signalent ce fait capital. On m'affirme que l'opposition n'aurait gagné aucune de ces élections partielles sans la forte majorité du gouvernement. Ces conclusions peuvent être vraies ou fausses, mais les élections dans les provinces portent à croire qu'elles sont fondées. Certains tentent de nous faire croire que les votes provinciaux ne veulent rien dire, car la population ne vote pas de la même façon sur le plan provincial que dans le domaine fédéral. Mais cela ne modifie pas le fait que le public redoute la majorité écrasante à l'autre endroit.

Comme on l'a dit de l'Angleterre, nous dérivons vers le gouvernement par le cabinet, et sous notre régime démocratique cela ne constitue pas un progrès. Je ne prétends pas que le gouvernement actuel soit teinté de dictature, je ne donne pas à entendre que l'un ou l'autre ministre du cabinet se considérerait un jour comme un dictateur. Néanmoins, du point de vue pratique, vingt membres du cabinet peuvent facilement diriger un parlement où leur parti détient une majorité comme celle du gouvernement actuel.

Permettez-moi maintenant de prédire la date des prochaines élections fédérales: elles se tiendront le 12 octobre 1953.

L'honorable M. MacLennan: A quelle heure?

L'honorable M. McKeen: Où est votre boule de cristal?

L'honorable M. Haig: A coup sûr, je ne crois pas que le premier ministre actuel jette le pays dans l'agitation que comportent des élections générales juste avant le couronnement. Il a trop de compétence, à mon avis, pour commettre un tel impair, car s'il le faisait, il lancerait un défi à notre population qui considère le prochain couronnement comme une cérémonie religieuse où une grande partie des pays épris de liberté se consacrent à une noble cause. Comme bien d'autres, j'estime que le règne de Sa Majesté la reine Elizabeth II figurera dans les fastes de l'histoire comme l'une des époques décisives dans le progrès du monde.

Voilà pour les élections.

Le discours du trône soulève plusieurs problèmes. Il n'est pas de mon propos de les commenter l'un après l'autre, puisque la plupart d'entre eux ont trait à des mesures proposées dont nous serons saisis ou que nous avons déjà eu l'occasion d'étudier. Je félicite le leader du Sénat (l'honorable M. Robertson).

Il a rendu service au Sénat en convainquant ses collègues du cabinet de l'opportunité de présenter au Sénat un si grand nombre de mesures pendant une période de la session où il nous est possible de les examiner attentivement et de les transmettre à l'autre endroit assez tôt pour que les députés puissent également les étudier avec soin.

L'Organisation des Nations Unies ne m'a jamais enthousiasmé. Je le regrette, mais c'est la pure vérité. C'est là mon opinion personnelle. Je n'en ai pas causé, ni ne me propose d'en discuter avec aucun membre de mon parti; ce n'est d'ailleurs pas à titre de représentant du parti que je m'exprime en ce moment. D'aucuns affirment que l'intervention des Nations Unies a mis un frein à l'agression en Corée. Sans doute, mais uniquement parce que le gouvernement russe, s'étant offusqué, a décidé de ne pas participer aux délibérations de l'Assemblée. Ses représentants eussent-ils assisté à la séance, ils auraient apposé leur veto à ladite intervention.

Je ne m'oppose pas à l'Organisation des Nations Unies à l'égard de laquelle mon opinion n'est pas encore arrêtée. On ne saurait s'opposer à un organisme de ce genre, à moins d'être en mesure de proposer quelque moyen plus efficace de résoudre les problèmes qu'elle a pour dessein de régler. Je me rends compte que la Russie et ses satellites, mais surtout la Russie, utilisent l'ONU pour endoctriner les peuples du monde entier. Idée très heureuse pour la Russie, nous a-t-il tout d'abord semblé. Comme l'organisation a été constituée immédiatement après la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle tous les pays libres de l'univers s'étaient portés au secours de la Russie pour résister à l'attaque allemande, il nous a fallu beaucoup de temps pour voir la situation sous son vrai jour. Mais aujourd'hui, autant que je puisse m'en rendre compte, la ligne de conduite des Russes favorise la cause anticommuniste au Canada, aux États-Unis, en Angleterre et dans d'autres pays. En consacrant à la propagande les discours qu'ils prononcent aux séances des Nations Unies ils n'ont guère réussi qu'à convaincre nos gens que le programme russe et l'économie russe sont précisément ceux dont le monde libre ne veut pas. Il est d'usage aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France et dans d'autres pays occidentaux également, de prêter l'oreille aux arguments de l'adversaire. Même lorsqu'on est sûr d'avoir raison, on ne veut pas trouver à redire aux arguments valables de l'opposant. Depuis 1946 le monde a eu par trop souvent l'occasion de constater les "avantages" qu'of-